



25-02-2013

Suicide de Djamal Chaab : La politique du gouvernement responsable

Pôle Emploi lui avait signifié la suppression de ses droits aux indemnités chômage et en plus lui réclamait le remboursement d'une indemnité de 600 € trop perçue. Djamal Chaab s'est suicidé par le feu le 13 février devant l'agence Pôle Emploi de Nantes Est dont il dépendait.

Le jour même, les réactions se sont succédées à l'échelle nationale. Le 1er ministre Jean- Marc Ayrault a fait part de sa "très forte émotion", François Hollande, en visite en Inde, a exprimé "une émotion toute particulière". Le ministre du Travail et de l'Emploi, Michel Sapin, est immédiatement venu à Nantes pour dire que : "Tout a été fait pour éviter ce drame". Le lendemain, la ministre Marie-Arlette Carlotti, accompagnée de François Chérèque devenu inspecteur général des affaires sociales, sont venus apporter leur soutien aux agents de Pôle emploi.

Le **personnel de Pôle Emploi** a fait ce qu'il a pu avec les pauvres moyens que le gouvernement de Hollande, du PS et de ses alliés mettent à sa disposition. Non, le personnel de Pôle Emploi n'est pas responsable de la fin tragique de Djamal Chaab. Ce n'est pas de ce côté là qu'il faut chercher les coupables.

Les **responsables on les connaît**. C'est la **politique mise en œuvre par Hollande et son gouvernement**, qui, **fidèles serviteur du capitalisme continuent la politique de Sarkozy en l'accélérant et en l'aggravant, crise du capitalisme oblige!**

Chaque jour 1.000 suppressions d'emplois s'ajoutent aux 6 millions de chômeurs que compte notre pays. Le gouvernement refuse de satisfaire les revendications des salariés de Pôle Emploi qui revendiquent depuis des mois du personnel supplémentaire pour pouvoir remplir correctement leurs obligations, obligations humaines s'il en est.

« Tout a été fait pour éviter ce drame » a déclaré Mr Bassère, directeur général de Pôle Emploi. Tout a été fait sauf l'essentiel à savoir qu'il n'y a pas de travail pour 6 millions de chômeurs.

Pour les entreprises le gouvernement a su trouver **30 milliards** annuels de cadeaux supplémentaires, à ajouter aux **200 milliards de suppressions de cotisations, taxe professionnelle, réduction d'impôts**. En contre -partie au nom de la « rentabilité », de la « compétitivité », de la « baisse des dépenses publiques », du « coût du travail », tous les secteurs sont atteints par des suppressions d'emplois.

Les moyens existent en France pour changer de politique. Il y a de quoi satisfaire les revendications, toutes les revendications de tous les secteurs. Utiliser l'argent autrement, se réapproprier les richesses produites par les salariés et confisquées par le capitalisme, c'est possible et c'est urgent.